

Sébastien Abis et Pierre Blanc

Sébastien Abis est administrateur au Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM).
Pierre Blanc est enseignant-chercheur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM-CIHEAM).

Le retour de la question agricole

Depuis quelque temps, tout se passe comme si on assistait à une redécouverte de l'agriculture : autrefois perçue par beaucoup comme un secteur appartenant au passé, elle semble aujourd'hui faire l'objet d'une attention croissante de la part des institutions internationales, à l'image de la Banque mondiale qui en fait un impératif de développement, et d'une opinion publique plus que jamais sensible aux enjeux alimentaires et environnementaux.

Cette évolution consacre en fait le travail de sensibilisation opéré par les spécialistes qui expliquent régulièrement que l'agriculture est stratégique pour toutes les sociétés, étant donné le lien complexe mais néanmoins direct existant entre la ferme et la fourchette. C'est ce que l'on nomme souvent par le terme de « système agro-alimentaire », afin d'expliquer que tout est interdépendant entre les choix de production, les modes d'exploitation, les normes commerciales, les campagnes marketing, les pratiques alimentaires, la surveillance écologique, l'aménagement du territoire et la situation sanitaire...

Il faut dire que les conjonctures politique et économique donnent actuellement l'occasion de se pencher à nouveau sur l'importance fondamentale de l'agriculture. L'Union européenne prépare les réformes de sa politique agricole commune, le cycle de Doha à l'Organisation mondiale du Commerce piétine car les questions agricoles bloquent les

négociations tandis que les marchés financiers s'emballent autour des matières premières et que les prix alimentaires sont à la hausse. C'est d'ailleurs ce dernier point qui rend aujourd'hui cette question très prégnante dans les sociétés, surtout au Sud de la Méditerranée où des émeutes de la faim se sont produites récemment.

C'est le 23 septembre 2007, dans la ville de Sefrou, située à quelque 200 kilomètres à l'est de Rabat, que les émeutes ont commencé avant de s'étendre à d'autres pays, notamment l'Égypte. Ces manifestations ne sont pas inédites et s'inscrivent dans l'histoire des émeutes de la faim qui affectent le Sud de la Méditerranée, notamment depuis qu'avec la libéralisation des marchés et la diminution des subventions à la consommation, les Etats sont davantage soumis aux mouvements haussiers du prix des matières premières alimentaires.

Pour l'heure, certains pays ont trouvé des palliatifs à la crise, à l'instar de la Tunisie qui a réduit la taille réglementaire de la baguette de pain. Mais ce phénomène pourrait se reproduire de façon plus étendue tant la situation sur les marchés est peu rassurante et la dépendance alimentaire de nombre de pays méditerranéens paraît grande.

En Méditerranée, le caractère stratégique de l'agriculture paraît mieux perçu par les populations car elle en est à la fois un puissant vecteur identitaire et une réalité économique et paysagère incontournable. Et l'alimentation, acte final de tout itinéraire agricole, constitue un moment privilégié dans la vie quotidienne des populations méditerranéennes, servant à la fois de tissu social et de convivialité familiale.

Or, à l'aune des tendances observées depuis la fin du XX^e siècle et au regard des mutations considérables qui s'opèrent aujourd'hui dans le Monde, l'agriculture en Méditerranée doit non seulement faire face à des défis de plus en plus délicats mais également répondre à des questions déterminantes pour l'avenir de la région toute entière.

C'est dans cet esprit que le CIHEAM a réalisé un travail de prospective pour dresser un panorama de la situation agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée, qui permette ensuite d'identifier des chantiers prioritaires pour lesquels il conviendrait d'agir si l'on souhaite choisir, dans le champ des futurs possibles concernant l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, celui qui permettra de servir les intérêts du plus grand nombre et des générations futures.

Les dynamiques à l'œuvre

L'aire méditerranéenne est marquée par une croissance démographique sur les rives méridionale et orientale, tandis que la population se stabilise et vieillit au Nord. Cette augmentation globale n'est pas sans incidence sur la demande alimentaire (la Méditerranée devrait compter 530 millions d'habitants en 2020), d'autant que l'urbanisation conduit aussi à son accroissement ainsi qu'à des changements dans les habitudes de consommation.

Mais si la population s'urbanise et se littoralise (avec les problèmes d'approvisionnement en eau que cela pose), le monde rural n'est pas déserté pour autant, surtout dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) où l'augmentation de la population rurale et agricole tend à diminuer la surface agricole moyenne par exploitation, ce qui oblige à une diversification des activités dans ces zones, et entrave la capacité d'investissement et donc la capacité productive.

Du fait qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante, les ressources, aussi bien les sols, la biodiversité que l'eau ont été affectées par les dynamiques démographiques et économiques. Les sols font face au bétonnage et à des pratiques agricoles érosives, tandis que les exploitations connaissent un morcellement du foncier au gré des héritages.

Déjà en proie à des conditions climatiques défavorables, les pays de la zone, surtout les PSEM, ont vu aussi leur dotation en eau diminuer, en dépit des grandes politiques d'équipements hydrauliques. Ainsi, la Méditerranée concentre la moitié de la population pauvre en eau de la planète (moins de 1000 mètres cubes/an/habitant) et près de 30 millions n'auraient pas accès à l'eau potable. Dans ce contexte de grande précarité hydraulique, l'irrigation qui absorbe jusqu'à 80 % des ressources en eau dans certains PSEM, est soumise à une forte pression, les besoins en eau potable augmentant et les populations urbaines pesant de plus en plus politiquement. La modernisation de l'irrigation apparaît de ce point de vue un enjeu majeur, et plus largement, c'est toute une gestion de la demande en eau qui doit se conforter dans la zone, et ce d'autant plus que les prévisions d'évolution climatiques laissent percevoir plus d'irrégularité et d'aridité au moins au Sud et à l'Est du bassin.

La fracture hydraulique et foncière en Méditerranée s'accompagne aussi d'une certaine fracture cognitive et technique. Les outils de recherche, les appareils de formation et l'accès aux technologies de la connaissance se voient répartis de façon très clivée dans l'espace médi-

terranéen et le fossé ne semble pas voué à se combler très rapidement. Ce clivage dans le champ de la recherche et de la formation renvoie à une question politique puisqu'elle souligne en creux la différence d'accompagnement de la part des Etats. La recherche et la formation n'ont pas fait l'objet du même niveau d'investissements au Nord et au Sud, et cette différence de soutien concerne plus largement le secteur agricole. A ce sujet, si l'Europe a mis en place une politique agricole commune, à grands renforts de soutiens et d'orientations, les PSEM ont dû remettre en question leurs politiques agraires (l'Egypte), hydrauliques et sociales (Tunisie, Algérie, Turquie, Egypte notamment) sous la pression des plans d'ajustement structurel.

Et ce clivage politique n'a pas été compensé par une plus grande implication de la société civile dans le développement agricole et rural. Cependant, on note aujourd'hui, dans certains PSEM, l'émergence de nouvelles organisations agricoles et rurales (associations de producteurs, associations d'irrigants, syndicats) qui peuvent être des facteurs de changements, à condition qu'elles sortent d'une certaine précarité souvent financière et organisationnelle.

Les fractures foncière, hydraulique, démographique, cognitive et politique ont des contreparties commerciales évidentes. Les PSEM sont devenus de grands importateurs de produits agricoles alors même qu'ils avaient une balance positive dans les années 1960. L'Union européenne est de loin leur plus grand fournisseur et leur principal débouché. En revanche, si l'UE est importante pour les PSEM ces pays ont une faible importance pour les pays européens, tant pour les exportations que pour les importations de ceux-ci. Le commerce euro-méditerranéen est donc profondément asymétrique. En outre, les PSEM s'ouvrent de plus en plus sur le marché mondial : deux-tiers de leurs approvisionnements proviennent de zones extra-européennes et la moitié de leurs exportations se dirigent en dehors du marché européen. Seul l'accès au marché agricole mondial permet ainsi à ces pays d'assurer, non sans difficultés parfois, la sécurité alimentaire pour leurs populations.

En revanche, la sécurité alimentaire qualitative est souvent mise à mal. Les PSEM comptent encore beaucoup de maladies d'ordre alimentaire (d'origine microbiologique ou nutritionnelle) qui concernent 55 % des décès, sans compter que l'obésité se développe, en particulier au Maghreb où 20 % des moins de cinq ans en seraient affectés. Cette obésité traduit une évolution des modes de vie qui affecte plus généralement le mode alimentaire méditerranéen. L'urbanisation, la

décohabitation familiale, le travail féminin, l'offensive de la grande distribution tendent en effet à faire reculer les pratiques alimentaires traditionnelles au moment où elles sont pourtant reconnues au niveau international. Derrière ce problème se profilent sans doute d'importants défis en terme de santé publique pour les pays du pourtour méditerranéen.

Quels scénarios pour la Méditerranée ?

Le rapport Mediterra 2008, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens, a identifié quatre grands scénarios possibles pour l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, qui sont ici décrits de manière très succincte.

Une Méditerranée sans convictions, tel est le premier scénario que l'on pourrait qualifier de tendanciel, au sens où il prolonge dans le temps les dynamiques actuellement à l'œuvre. L'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. A l'instar de l'économie en général, le secteur agricole méditerranéen s'adapte difficilement aux nouvelles réalités, complexes et pénétrantes, qu'induit la mondialisation des échanges. L'heure est à la mise en place de corridors de libre-échange agricole entre l'UE et certains PSEM, sans que soit instaurée l'armature institutionnelle capable d'encadrer politiquement ce processus. Mais, les PSEM, déjà handicapés par des contraintes naturelles exacerbées (manque d'eau et pertes de terres agricoles) voient leurs marges à l'export se rétrécir compte tenu du développement de la normalisation sanitaire pour échanger. A l'inverse, la libéralisation des échanges profitera considérablement aux grandes industries alimentaires européennes sur les produits dont les PSEM sont déficitaires. L'agriculture, cloisonnée dans les simples périmètres de l'économie et de l'agronomie, demeure insuffisamment présente dans les enceintes de coopération régionale.

Le second scénario décrit une Méditerranée concentrant toutes les tensions que la mondialisation économique et la recomposition géopolitique engendrent. Les convoitises s'accroissent sur les ressources hydriques et foncières alors que la sécurité alimentaire redevient stratégique dans un contexte de renchérissement des produits agricoles. Le

changement climatique pèse sur l'agriculture méditerranéenne : désertification des terres, sécheresses ou inondations récurrentes, diffusion de zoonoses... A cela s'ajoute une série de facteurs qui handicapent le développement de la Méditerranée : inégalités sociales exacerbées, montée des communautarismes, mouvements migratoires accrus et fossé grandissant entre espaces littoraux mondialisés et zones rurales pauvres et enclavées. Ce paysage méditerranéen là n'augure donc pas d'un avenir meilleur pour la coopération régionale. Pendant que de grands pôles régionaux s'organisent à travers le globe, l'Europe et la Méditerranée font le choix de s'ignorer. C'est la marche à reculons du projet euro-méditerranéen

En vue de promouvoir un modèle de développement agroalimentaire et rural plus durable et plus responsable en Méditerranée, la prospective du CIHEAM a porté son attention sur cinq chantiers qui pourraient servir à infléchir les deux premiers scénarios décrits précédemment. Il s'agit d'une part de rationaliser l'utilisation des ressources naturelles (eau, sols, biodiversité), à la fois rares et fragiles. D'autre part, il importe de promouvoir la sécurité alimentaire quantitative et qualitative. Ce chantier est considérable puisqu'il renvoie à l'agriculture elle-même, à l'industrie mais aussi au commerce. De même, les Etats sont des protagonistes essentiels de ce chantier dont l'un des objectifs est de conforter un modèle de consommation méditerranéen reconnu dans le monde en même temps qu'il peut être un réel facteur d'identité pour les peuples du Bassin.

Derrière les productions interviennent de très nombreux producteurs dont la difficulté est souvent de vendre à des prix rémunérateurs. Ceci suppose des initiatives organisationnelles mais également un partenariat associant tous les acteurs de la filière de la production à la distribution. Ce troisième chantier de la structuration des filières est d'autant plus important que la mondialisation les expose à une concurrence de plus en plus vive.

Mais favoriser les filières de production, c'est aussi promouvoir les espaces qui les portent. Dans des territoires très reculés ou enclavés, pour lesquels la gamme des activités est étroite, l'enjeu est d'autant plus important. Plus largement, alors que les villes méditerranéennes et les littoraux se saturent, les territoires ruraux doivent faire l'objet des plus grandes attentions pour prévenir un exode déstabilisant au Sud ou pour accompagner harmonieusement un « désir de campagne » au Nord.

Bien sûr, ces quatre chantiers nécessitent un effort de renforcement

et de mutualisation des capacités de formation et de recherche dans le secteur agricole et alimentaire. Dans ce domaine, les PSEM ont un effort encore plus soutenu à opérer pour combler au moins partiellement une fracture cognitive et technologique avec la rive septentrionale. Mais sur ce chantier comme sur les autres, la coopération entre les rives peut être un facteur évident de confluence.

Simultanément mis en œuvre, ces chantiers pourraient alors déclencher deux autres grands scénarios d'avenir pour l'agriculture méditerranéenne.

Un troisième scénario identifié ainsi par le CIHEAM serait celui d'une Méditerranée éclatée mais réactive. Ce scénario voit se déployer la recherche d'opportunités de coopération dans le but de faire face à des défis devenus trop globaux pour prétendre les résoudre unilatéralement ou dans l'objectif de s'agréger par petits groupes, de sorte à maximiser des potentiels économiques, politiques ou naturels. C'est un avenir où la Méditerranée se construit à la carte, au gré des circonstances et selon des logiques politiques fondées sur la primauté de l'intérêt bien compris. Mais malgré les dynamiques encourageantes qu'il enclenche, ce scénario est toutefois contraignant en terme de prospective, car on est avant tout dans le réactif. La diplomatie de circonstances et les coopérations renforcées priment. Malgré un foisonnement de bonnes intentions, traduites occasionnellement par des résultats très concrets, cet avenir là ne dessine aucune intégration en Méditerranée. Résultat, seuls risquent de compter les espaces utiles mondialisés, c'est-à-dire les centres urbains des villes littorales et les sites touristiques. C'est donc un avenir ouvert à la concrétisation de plusieurs Méditerranées, tantôt complémentaires, tantôt concurrentielles.

Un quatrième scénario peut enfin se dessiner à moyen terme si le soin est pris de déclencher dès à présent sa construction : celui d'un avenir en confiance, où l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer stratégiquement pour ne pas s'affaiblir séparément au fil du temps. Et ce scénario d'une Euro-Méditerranée réinventée puise dans les sources de mobilisation dont la région recèle, à commencer par son potentiel agro-alimentaire et territorial. Une politique agro-alimentaire et environnementale euro-méditerranéenne aurait pour mission de répondre aux objectifs majeurs suivants : assurer l'indépendance et la sécurité alimentaire de la zone euro-méditerranéenne, contribuer à la lutte contre les changements climatiques, participer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, façonner de nouveaux équilibres socio-économiques entre les territoires ruraux et les mondes

urbains. Tout ce contexte participerait au rayonnement de la diète méditerranéenne, qui fera l'objet d'une réappropriation de la part des consommateurs. Fort de ce cadre législatif et politique, inhérent à une coopération soutenue, un milieu économique et organisationnel se conforterait, le partenariat encourageant les organisations de producteurs à se structurer, les transformateurs à investir, la distribution à s'approvisionner dans les territoires. Toutes ces perspectives conjuguées permettent en outre de proposer un cadre concret à la coopération régionale entre l'Europe et la Méditerranée, tout en démontrant par des preuves et des faits, concernant le quotidien des individus, la santé des économies, le développement des territoires, la sécurité alimentaire, combien la question agricole donne du sens au concept de développement durable.

Conclusion

Au moment où le débat politique sur la Méditerranée semble être relancé, on doit poser la problématique de l'agriculture méditerranéenne comme terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région. La sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources hydriques ou le développement responsable des territoires ruraux sont des pistes assurément stratégiques qu'il conviendrait d'explorer, à travers la mise en place d'actions fédératrices capables d'influer sur le quotidien des populations. C'est bien là que se situe l'avenir de la convergence ou non des deux rives de la Méditerranée. A ce titre, le rapport du CIHEAM ne vise pas à prédire l'avenir, mais simplement à proposer une réflexion transversale pour pouvoir le construire et non le subir. Cette ambition n'a finalement d'autre objectif que de poser en des termes nouveaux la triple question sur le futur de la Méditerranée, de sa relation avec l'Europe et de la place que l'agriculture est à même de jouer pour articuler stratégiquement ces deux ensembles géographiques au destin lié. ■

Le CIHEAM

Le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre

Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse). Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux en Méditerranée.

www.ciheam.org

Notes

Lire « Méditerranée 2008, Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée », Rapport annuel du CIHEAM, sous la direction de Bertrand Hervier, Presses de Sciences-Po, Paris, avril 2008.

SOMMAIRE
N° 67 - Automne 2008

Un automne méditerranéen

Dossier

Introduction

Deodato Cambarau

Union pour la Méditerranée, rubicube diplomatique ou grand bluff ?

Roger Heacock

Palestine, 2008, ma zilna hulna : « nous sommes toujours là »

Bernard Ravenel

Palestine : vers une troisième intifada non-violente ?

Sylviane de Wangen

Union-européenne-Israël : que veut-on ?

Jean-Paul Chagnollaud

L'Iran et le TNP

Entretien avec Akbar Ganji

Barah Mikail

Syrie : bouleversements accélérés

Ghassan El Ezzi

Décrispation au Liban : en attendant

Christophe Chiclet

La Grèce en crise

Pierre Blanc

Chypre : du déclamatoire à l'opérateur ?

Gabrielle Bosta

Chypre : dernier rempart européen de l'Union européenne ?

Christophe Chiclet

Kosovo : l'indépendance en pointillé

Christophe Chiclet

Le conflit Russo-Georgien

Jean-François Coustilière

Fin 2008 : questions de sécurité en Méditerranée

Histoire

Sébastien Abis

L'affaire de Bizerte : une crise géopolitique méconnue

Actuel

Sébastien Abis et Pierre Blanc

Le retour de la question agricole

Uri Avnery

La colère, la nostalgie, l'espoir

Culture

Farangis Habibi

Iran : la littérature féminine

Sam Mazrah

Je me souviens

Majed Chehab et Patrick Habis

Perdus entre Paris et Beyrouth



9 782296 072862

© L'Harmattan, 2008
ISBN 97

CONFLUENCES
Méditerranée

www.confluences-mediterranee.com

Un automne méditerranéen



N° 67 - AUTOMNE 2008

L'Harmattan

Christophe Chiclet **p. 111**
Le conflit Russo-Georgien
Jean-François Coustillère **p. 117**
Fin 2008 : questions de sécurité en Méditerranée

Histoire

Sébastien Abis **p. 129**
CI080657 L'affaire de Bizerte : une crise géopolitique méconnue

Actuel

CI080654 Sébastien Abis et Pierre Blanc **p. 149**
Le retour de la question agricole

Uri Avnery **p. 159**
La colère, la nostalgie, l'espoir

Culture

Farangis Habibi **p. 167**
Iran : la littérature féminine

Sam Mazrah **p. 173**
Je me souviens

Majed Chehab et Patrick Habis **p. 181**
Perdus entre Paris et Beyrouth

Notes de lecture **p. 192**